

**ASSOCIATION CARREFOUR POUR LE TRAVAIL ET POUR L'INTEGRATION, VECTEURS CONTRE
L'EXCLUSION**

Association

Siège social : 2 Rue Thomas Edison - 57070 METZ

- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée Générale de l'Association « ASSOCIATION CARREFOUR POUR LE TRAVAIL ET POUR L'INTEGRATION, VECTEURS CONTRE L'EXCLUSION »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'« ASSOCIATION CARREFOUR POUR LE TRAVAIL ET POUR L'INTEGRATION, VECTEURS CONTRE L'EXCLUSION », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

- Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2024
« Association Carrefour pour le Travail et pour l'Intégration, Vecteurs contre l'Exclusion »

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de nos rapports, le rapport moral et financier ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de sa sincérité et sa concordance avec les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre le Conseil d'Administration.

Responsabilité du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité de l'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les



Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2024
« Association Carrefour pour le Travail et pour l'Intégration, Vecteurs contre l'Exclusion »

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

▪ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Thionville
Le 11 juin 2025

NEXIOM AUDIT

Vincent ZEINER
Commissaire aux comptes

ACTIVE

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	13 081	13 081		1 093
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	13 081	13 081		1 093
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat. out. industriels	172 079	130 305	41 774	32 897
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	172 079	130 305	41 774	32 897
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	3 500		3 500	3 500
	Autres titres immobilisés	21 517		21 517	21 517
	Prêts				
Actif circulant	Autres	8 450		8 450	7 050
	TOTAL	33 467		33 467	32 067
	Total II	218 627	143 386	75 241	66 058
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 590		1 590	7 402
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	36 813 575	11 859	36 801 715	30 947 140
	TOTAL	36 815 166	11 859	36 803 306	30 954 543
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	906 548		906 548	878 005
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	16 548		16 548	2 646
	TOTAL III	37 738 263	11 859	37 726 403	31 835 195
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF ((I+II+III+IV+V))	37 956 891	155 245	37 801 645	31 901 253
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



ACTIVE

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	21 108	21 108
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	578 176	560 459
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	578 176	560 459
	Report à nouveau		
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	146 738	-32 933
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	67 098	197 389
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	67 098	
	Situation nette (sous-total)	813 122	746 023
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		813 122	746 023
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total II bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	25 334	40 364
Total III		25 334	40 364
Provisions	Provisions pour risques	6 158	6 158
	Provisions pour charges		
Total IIII		6 158	6 158
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	15	0
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78 603	44 767
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	168 532	151 329
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 639	
	Autres dettes	36 708 240	30 912 610
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		36 957 030	31 108 707
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+II bis+III+IIII+V)		37 801 645	31 901 253
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



ACTIVE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	30	80
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	284 027	250 826
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 376 487	1 281 279
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 407	119 555
	Utilisations des fonds dédiés	26 190	23 895
	Autres produits	20 538	10 436
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		1 743 681	1 686 073
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	342 016	298 112
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	82 029	67 926
	Salaires et traitements	956 771	849 082
	Charges sociales	277 667	239 279
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 360	20 165
	Dotations aux provisions	5 386	8 031
	Reports en fonds dédiés	11 160	
	Autres charges	1 490	76
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 693 881	1 482 673
1. Résultat d'exploitation (III)		49 799	203 399



ACTIVE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	20 053	3 703
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		20 053	3 703
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV			
2. Résultat financier (III+IV)		20 053	3 703
3. Résultat courant avant Impôt (II+III+IV)		69 852	207 108
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	301	749
	Sur opérations en capital	16	156
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	317	906
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	2 908	240
	Sur opérations en capital		10 273
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	2 908	10 513
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-2 591	-9 606
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		162	107
Total des produits (I + III + V)		1 764 051	1 690 688
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 696 953	1 493 294
EXCÉDENT OU DÉFICIT		67 098	197 389
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		67 098	
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		379	595
Bénévolat		6 948	9 324
Total		7 327	9 919
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		379	595
Prestations en nature			
Personnel bénévole		6 948	9 324
Total		7 327	9 919



1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Assurer la protection de la personne et la sauvegarde des biens de majeurs dans le cadre d'un mandat confié par le juge des tutelles ;
- Assumer, dans ce cadre, toute fonction de protection, en application notamment des dispositions du titre XI du livre premier du Code Civil et de toutes les dispositions législatives et réglementaires s'y référant ;
- Accompagner et développer l'accueil, le soutien et le conseil des familles et des aidants désignés par le majeur sous protection ;
- Défendre le droit de la personne protégée à rester, redevenir ou devenir acteur de son projet individualisé ;
- Créer, organiser ou participer au fonctionnement de services au profit des majeurs sous protection, afin de leur assurer un accompagnement social et/ou d'insertion professionnelle.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- L'activité principale de l'Association, est l'accompagnement de majeurs protégés au sein du Service de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs, conformément à la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 réformant la protection des majeurs.
- Le Service MJPM exerce également l'activité d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs : cette activité s'est exercée auprès de majeurs protégés par suite d'une notification judiciaire prononcée par le juge des contentieux statuant en qualité de juge des tutelles dans le département de la Moselle.
- Activité d'information et de soutien auprès des tuteurs familiaux : cette activité s'est exercée auprès de personnes en charge de la protection d'un proche notifiée par ordonnance judiciaire ou personnes susceptibles d'être nommées « tuteur » d'un parent proche, et/ou à la demande de la Direction de différents Etablissements Sociaux ou Services Médico-Sociaux en direction de leurs usagers ou des familles de ces derniers, dans le périmètre du département de la Moselle.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'association ACTIVE afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements

- o Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice :
 - Logiciel de gestion des temps pour un montant de 7.776€,
 - 1 imprimante scanner à THIOVILLE pour un montant de 3.829,20€,
 - 1 imprimante scanner à SARREGUEMINES pour un montant de 3.829,20€,
 - 3 PC fixe pour un montant de 1.457,34€,
 - 2 ordinateurs portables pour un montant de 816€,
 - 1 bureau, caisson et fauteuil de bureau pour un montant de 417,49€,
 - 21 fauteuils de bureau pour un montant de 9.800€.
- o Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :
 - Travaux de peinture dans les locaux de YUTZ pour un montant de 8.000,30 €,
 - 1 vidéophone pour les locaux de YUTZ pour un montant total de 1.626 €,
 - 1 climatiseur réversible pour les locaux de METZ pour un montant de 1.200€,
 - 1 WIRELESS+SONICWALL pour l'antenne de YUTZ pour un montant de 1.018,80€,
 - 1 scanner pour un montant de 1.042,80€,
 - 5 casques téléphoniques professionnels pour un montant de 1.634,50€,
 - 3 PC fixe et 2 ordinateurs portables pour un montant de 3.789,91€,
 - 1 SD-WAN pour un montant de 1.639,20€,
 - 2 armoires, 2 bureaux, 2 caissons et 2 fauteuils pour un montant de 3.213,24€,
 - 1 armoire coffre-fort pour un montant de 1.194€,
 - 1 bureau, caisson, fauteuil pour un montant de 784,70€.
- o Engagés et terminés dans l'exercice :
 - Néant

Autres moyens/dépenses engagées

La Formation des collaborateurs :

- Le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 985 heures.
- 3 MJPM ont bénéficié de la formation CNC,
- Continuité du CAFERUIS, débuté en octobre 2023, pour la cheffe de service en supervision des antennes,
- 1 formation assistante MJPM,
- Les MJPM, assistantes MJPM et agent d'accueil ont bénéficié d'une formation collective sur la maladie psychiatrique et l'accompagnement des personnes protégées,

- Les MJPM du service ont bénéficié d'une formation collective sur l'analyse des placements financiers à destination des majeurs protégés,
- La Directrice et la cheffe de service de Metz ont pu se former au nouveau référentiel d'évaluation de l'HAS en service PJM dans le cadre des évaluations de l'Association,
- La cheffe de service de Metz a bénéficié d'une formation sur le logiciel EXCEL, fonction de base ainsi que d'une formation sur la protection juridique des majeurs et la transition numérique,
- Un MJPM a bénéficié d'une formation pour optimiser ses écrits professionnels,
- Un membre du CSE a bénéficié d'une formation, en lien avec son élection, sur la santé, la sécurité et les conditions de travail,
- La comptable de l'association a bénéficié d'une formation en lien avec les actualités des établissements sociaux et médico-sociaux.



4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivant :

- Prime SEGUR pour tous

L'agrément de l'accord du 4 juin 2024 sur l'extension du Ségur et son extension par arrêté en date du 5 août 2024, ont conduit à la généralisation du Ségur pour les professionnels qui n'en avaient pas bénéficié au sein des structures relevant du champ de la branche des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privée à but non lucratif (BASS). L'association ACTIVE relève bien de ce champ.

Conformément à l'article L. 314-6 du Code de l'action sociale et des familles, l'agrément de l'accord du 4 juin 2024 rend ces dépenses opposables aux financeurs. Ainsi, notre service a suivi les recommandations de la DDETS de Moselle et a procédé au versement de la prime SEGUR pour tous, avec une rétroactivité à compter du 1er janvier 2024.

Le coût de cette prime est évalué par notre prestataire paye à hauteur de 50 012,67€ pour l'exercice 2024, à noter que l'estimation réalisée par les services de l'ETAT pour notre service s'élève à 60 076,80€ (calcul simplifié sur la base d'une enquête et de taux fixe).

Le Conseil d'Administration d'ACTIVE a fait le choix de provisionner le montant le plus certain, soit celui évalué par notre prestataire paye : 50 012,67€

Le montant de 50 012.67 euros a donc été comptabilisé en produit recevoir au sein des comptes 2024 de l'association.

POSTE	ETP	COUT GLOBAL SEGUR POUR TOUS
Directrice	0,98	4 417,16
Assistant de Direction	0,90	3 940,35
Comptable association	0,98	4 590,89
Agent d'accueil	0,70	3 050,44
Assistante MJPM	4,82	21 372,47
Comptable MJPM	2,83	12 641,36
Total	11,21	50 012,67

- Le déménagement des locaux de THIONVILLE vers des locaux sur la ville de YUTZ

Le changement de local a eu lieu le 1^{er} juin 2024. Une convention de mise à disposition d'espaces de travail a été signée avec EFM, association partenaire d'ACTIVE, et adhérente à Présence Autonomie.

- **La non-refacturation des charges indirectes liées au fonctionnement du Dispositif d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux (DISTF) sur les comptes MJPM**

La subvention 2024 allouée pour le fonctionnement du DISTF est identique à celle de l'exercice 2023. Afin de présenter des comptes à l'équilibre au regard du montant de la subvention, les charges indirectes liées au fonctionnement du DISTF sont financées sur le budget MJPM, soit un montant de 24.094,21 euros

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.



5 Principes et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et ANC 2019-04, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Comptes des mandants dans une association tutélaire

L'avis de la CNCC 2001-31 concernant l'intégration des comptes des mandants dans une association tutélaire s'applique à compter de l'exercice 2023.

La commission des études comptables du Conseil national a considéré que les associations tutélaires qui administrent les comptes des personnes protégées dans le cadre d'un mandat doivent présenter ces comptes annuels conformément aux dispositions du plan comptable général relatives aux opérations faites pour le compte de tiers (Art. 394-1). En conséquence, les soldes des comptes bancaires des personnes protégées doivent figurer à l'actif du bilan sous une rubrique « comptes gérés des tiers particuliers » avec leur contrepartie au Passif.

Aussi, l'association a-t-elle mis en œuvre cette disposition à compter des comptes 2023.

Le montant des comptes bancaires des personnes protégées s'élève au 31/12/2024 à 36 695 275 euros.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.



Disponibilités en euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

La Cotisation de retraite supplémentaire

Les anciens contrats dits « article 83 » ne sont plus commercialisés depuis la mise en place du Plan Epargne Retraite, et de sa version obligatoire en entreprise. Ainsi, pour se mettre en conformité avec la législation, l'Association a souscrit un PER Obligatoire (PEROB). Le transfert du contrat collectif de retraite « article 83 » géré alors par le groupe Malakoff Humanis, s'est opéré vers le PEROB souscrit au sein du même groupe.



6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Evaluation des amortissements

(Décret n° 83-1020 du 29/11/83 article 24 – 2°)

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 an
Matériels et outillages (matériel informatique)	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	8 ans

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virts	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 081	-	-	-	13 081
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	19 042	10 826	1 725	-	28 144
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	130 611	14 317	993	-	143 935
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	149 653	25 143	2 718	-	172 079
Immobilisations financières	Participations	3 500	-	-	-	3 500
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	21 517	-	-	-	21 517
	Prêts et autres Immo. financières	7 050	2 800	1 400	-	8 450
	Total IV	32 067	2 800	1 400	-	33 467
Total général		194 802	27 943	4 118	-	218 628

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établis- sement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisat- ions incorporel- les Total II	11 987	1 094	-	13 081
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructio- ns	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	10 964	5 085	1 725	14 324
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatiqu e, mobilier	105 792	11 182	993	115 981
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		116 756	16 267	2 718	130 305
Total général		128 744	17 361	2 718	143 386

6.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	11 987	1 094	-	-	-	13 081
Corporelles	116 756	16 267	-	2 718	-	130 305
TOTAL	128 744	17 361	-	2 718	-	143 386

1.1 Actif circulant

6.1.4 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Autres	8 506	5 386	2 032	11 860
TOTAL	8 506	5 386	2 032	11 860

Le montant de 11 860 euros représente la provision pour dépréciation des comptes débiteurs au 31/12/2024, frais de tutelle.

6.1.5 Précisions sur d'autres créances significatives

6.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 16 549 euros au 31/12/2024

6.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global avec règlement ANC 2018-06	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	21 108				21 108
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Réserves	560 460	17 717			578 177
Report à nouveau	- 32 933	179 672			146 739
Excédent ou déficit de l'exercice	197 389	197 389	67 099		67 099
Situation nette	746 023	-	67 099	-	813 122
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	-			-	-
Provisions réglementées	-			-	-
TOTAL	746 023	-	67 099	-	813 122

6.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

6.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	6 158	0	0	6 158
Provisions pour charges				
TOTAL	6 158	0	0	6 158

Une provision de 6 158 € a été comptabilisée en 2023 afin de couvrir le droit des salariés à congés payés dont le contrat de travail est suspendu.

6.4.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	0	40 380	40 380
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Engagements de retraites

La méthode de calcul retenue pour l'évaluation de la provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (IDR) est la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées). Elle retient comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Convention collective : CCN 66
- Revalorisation des salaires de 1,5% par an,
- Taux d'actualisation de 3.3%
- Taux de charges sociales de 36,30%
- Départ volontaire à la retraite du salarié.

L'engagement actualisé à la clôture 2024 s'élève à 40 380 € charges incluses.

6.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Au 31 décembre 2024, les fonds dédiés s'élèvent à 25.334 euros et concernent :

- Une somme de 11 160 euros de 2024 destinée au financement d'un logiciel comptable.
- Une somme de 30.000€ de 2020 de la DDCS destinée à la modernisation des équipements de l'association (téléphonie et système informatique).
- Une somme de 50.000€ destinée à la GPEC pour 2022
- Une somme de 20.190€ destinée à la gestion du DISTF en 2022

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice		Utilisations		A la clôture de l'exercice
	Suivi des fonds dédiés	Nouveau Fonds dédiés 2024	Montant global	dont remboursements	Montant global
Subventions d'exploitation (1)	40 364	11 160	26 190	-	25 334
Financement 2024 logiciel de comptabilité	-	11 160	-	-	11 160
Financement DDCS 2020 (modernisation des équipements téléphonie et système informatique)	5 150	-	3 368	-	1 782
Financement GPEC - 2022	33 342	-	22 822	-	10 520
Fonds dédiés CNR DISTF 2022	1 872	-	-	-	1 872
TOTAL Fonds dédiés	40 364	11 160	26 190	-	25 334

6.4.3 Précisions sur d'autres dettes

6.4.3.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

Le montant des produits constatés d'avance est nul au 31/12/2024.

6.4.3.2 Subventions à reverser

Le poste « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire contenue dans la convention d'attribution de subvention ne pourra (ont) être atteint (s).



6.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	1 591	1 591	
	Autres	36 813 576	36 813 576	
Charges constatées d'avance		16 549	16 549	
TOTAL		36 848 634	36 484 634	
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	15	15		
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		78 604	78 604		
Dettes fiscales et sociales		168 532	168 532		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		1 639	1 639		
Autres dettes		36 708 241	36 708 241		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		36 957 031	36 957 031		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

6.6 Compte de résultat

6.6.1 Résultat par activité ou établissement

	Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
1	Activité MJPM		62 775.86
2	Activité Association		487.02
3	Activité DISTF		3 835.73
Résultat de l'exercice			67 098.61

6.6.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

	Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Résultat comptable			67 098.61
Variation des dépenses de CP			13 083.52
Résultat de l'exercice			80 182.13

6.6.3 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes

- Le bénévolat : la valorisation a été réalisée sur la base du taux du SMIC horaire chargé
- La mise à disposition gratuite de loyers, à la valeur réelle de location.

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Bénévolat	Taux SMIC brut avec charges patronales	6 948
Mise à disposition gratuite de loyer	Valeur réelle de location	379

6.6.4 Effectif

	Effectif moyen en ETP	Effectif au 31/12/24
- Cadres	2.95	3
- Employés	12.45	15
- Mandataires judiciaires	12.57	15
- TOTAL	27.97	33



